



République Tunisienne
Ministère de l'Economie et de la Planification
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

POLICY BRIEF

FÉVRIER 2026

Analyse du climat des affaires en Tunisie : renouveau méthodologique et leviers d'action prioritaires

Hanen TRABELSI BAKLOUTI

*Économiste en chef et directrice des enquêtes
Direction centrale de la compétitivité, ITCEQ*

Ce Policy brief a été réalisé dans le cadre du projet d'accompagnement technique « Mise en place d'un modèle intégrateur basé sur les données de l'enquête sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises » appuyé par le projet Savoirs éco Tunisie, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par Expertise France.

Remerciements : L'auteur tient à remercier l'expert, M. Adel KARAA Professeur à l'Institut Supérieur de Gestion de Tunis pour l'appui technique qu'il a prodigué aux chercheurs de l'ITCEQ : Mmes Hanen TRABELSI (cheffe de projet), Sonia MAHFOUDH, Hajer MEHOUACHI, Thouraya LAKOUD, Olfa BOUZAYENE, Rim BEN SALHINE, Samiha CHAABANI, Naima FAYDI, Mrs Helmi BEN SALAH et Wajdi KTHIRI.



L'amélioration du climat des affaires constitue un impératif stratégique pour la Tunisie, à même de catalyser l'investissement privé national et étranger, soutenir la croissance et stimuler la création d'emplois. Identifier et prioriser les domaines d'intervention s'avère non seulement une condition sine qua non à la promotion de l'investissement, mais aussi et surtout une nécessité pour permettre de hisser la qualité du climat des affaires au niveau des meilleures pratiques internationales dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

Pour apprécier le climat des affaires en Tunisie, l'ITCEQ a conduit depuis l'année 2000 une enquête auprès d'un échantillon d'entreprises privées touchant les dernières années plus de 1000 entreprises et portant sur 51 items (indicateurs). Pour tenir compte de toutes les perceptions aussi bien positives que négatives, un Indicateur de Perception du Climat des Affaires (IPCA) est calculé depuis 2007¹. Mais, en tant qu'acteur clé de l'analyse économique et de la compétitivité, l'ITCEQ, dans le cadre de sa démarche stratégique, **a cherché à étoffer sa boîte à outils analytiques** afin de passer d'une analyse descriptive à une analyse basée sur des outils innovants offrant des diagnostics approfondis et permettant de formuler des recommandations opérationnelles.

A cet effet, ce document se propose de passer en revue la nouvelle méthodologie d'analyse du climat des affaires développée au sein de l'ITCEQ. Cette méthodologie consiste en une double approche. La première est basée sur l'enquête « climat des affaires et compétitivité des entreprises » via **la construction d'un modèle intégrateur en mobilisant la modélisation par équations structurelles (MES)** pour analyser en profondeur les perceptions, les ressentis et les attentes des acteurs économiques sur le terrain. La seconde approche, macroéconomique, est basée sur la triangulation des données de l'enquête et d'une sélection réfléchie d'indicateurs internationaux. Cette démarche a abouti à la création **d'un nouvel Indice Composite du Climat des Affaires (ICCA)**, un outil robuste qui a permis d'évaluer le positionnement de la Tunisie par rapport à un échantillon de 58 pays sur la période 2017-2022.

Cette double analyse a permis, en croisant les réalités opérationnelles vécues par les entreprises avec l'analyse comparative internationale, de formuler des recommandations plus rigoureuses, ancrées à la fois dans les défis du terrain et les impératifs de la compétitivité durable.

1. Approche basée sur la perception des chefs d'entreprise

Analyser les perceptions directes des chefs d'entreprise est une démarche stratégique essentielle. Cette approche permet de capter les réalités opérationnelles, les frictions quotidiennes et les véritables freins ressentis sur le terrain. Elle offre un diagnostic authentique, ancré dans l'expérience vécue des chefs d'entreprise, qui dépasse la simple lecture des indicateurs agrégés et permet, en conséquence, de révéler les mécanismes de construction de la confiance, un préalable indispensable à l'investissement et à la croissance.

¹ Pour plus de détails, voir « Résultats de la 22^{ème} enquête et positionnement de la Tunisie dans les rapports internationaux ». (Juin 2023). ITCEQ

Analyse descriptive : le diagnostic issu du terrain

Le modèle intégrateur mis en place de manière abductive² a permis, non seulement de développer une échelle de mesure multi-items de la qualité perçue du climat des affaires en opérationnalisant les différents facteurs, mais aussi, de comprendre le chaînage cognitif entre les perceptions du climat des affaires et les recommandations.

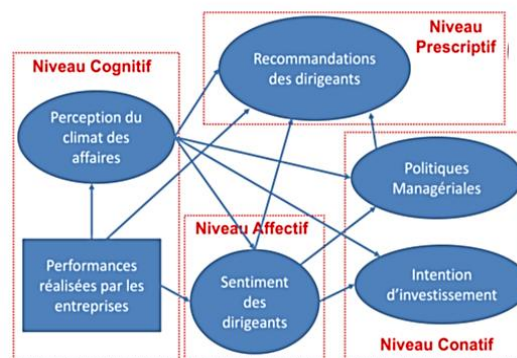
Les résultats dressent un constat sans équivoque : la perception du climat des affaires par les dirigeants d'entreprise³ est globalement défavorable. Cette tendance est largement partagée, avec une exception notable pour les entreprises opérant sous le régime Off-shore, dont les dirigeants semblent percevoir plus positivement la qualité de l'environnement des affaires.

Pour aller au-delà de cette observation, le modèle intégrateur décompose le cheminement de la perception à l'action en une **chaîne causale** de quatre niveaux interdépendants :

- **Le niveau cognitif (la perception)** : c'est le point de départ qui met en évidence le jugement rationnel des dirigeants fondé sur les faits et leurs expériences du terrain.
- **Le niveau affectif (le ressenti)** : cette dimension capte le sentiment (optimiste ou pessimiste) face à l'avenir. Elle agit comme un médiateur crucial, capable de transformer la rationalité en décision.
- **Le niveau conatif (l'action)** : il englobe les décisions concrètes qui découlent des deux premiers, en particulier les stratégies adoptées par l'entreprise et les intentions d'investissement.
- **Le niveau prescriptif (la recommandation)** : c'est l'aboutissement du processus, où les dirigeants formulent les propositions de réforme qu'ils jugent nécessaires pour améliorer la situation.

L'application de ce modèle a permis de découvrir la manière dont la confiance se construit et se traduit en décisions d'investissement.

Modèle intégrateur des perceptions du climat des affaires par les dirigeants d'entreprise en Tunisie



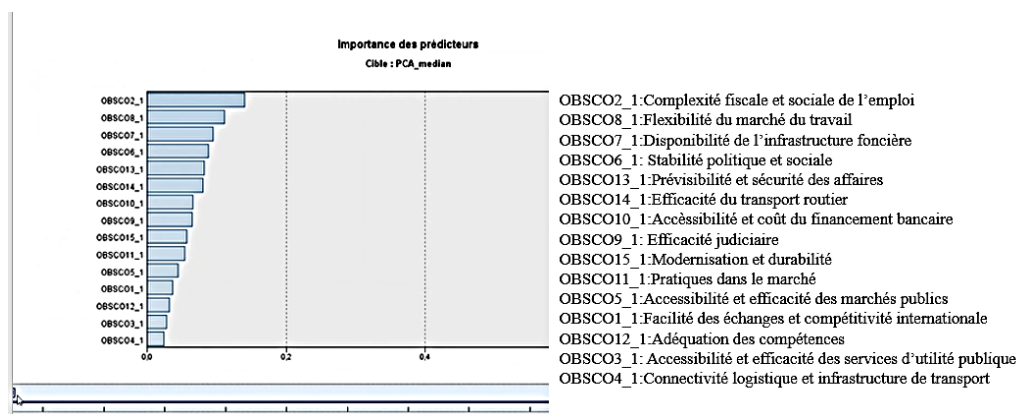
Source : ITCEQ

² Anna Dubois, Lars-Erik Gadde (2022): "Systematic combining: an abductive approach to case research" Journal of Business Research 55 (2002) 553– 560

³ Le modèle intégrateur a été développé sur la base des réponses de la 22^{ème} enquête sur le climat des affaires

L'analyse axée sur la méthode des Réseaux de neurones, des origines de la perception négative (niveau cognitif) révèle que les préoccupations des chefs d'entreprise s'articulent autour de quatre grandes dimensions thématiques globales : «la soutenabilité et compétitivité », «la gouvernance économique », « la connectivité internationale » et « les activités commerciales ». Au sein de ces dimensions, les priorités se concentrent sur quatre enjeux opérationnels concrets : « la complexité fiscale et sociale de l'emploi », « la flexibilité du marché de travail », « la disponibilité de l'infrastructure foncière » et « la stabilité politique et sociale ».

Fig. 1. Les préoccupations des chefs d'entreprise



Source : compilation ITCEQ

Le modèle met également en lumière le rôle crucial du niveau affectif. Il démontre que les sentiments positifs, comme l'optimisme, permettent aux dirigeants de réévaluer leurs intentions et d'adopter des stratégies d'investissement plus audacieuses. Ces émotions agissent comme un déclencheur capable de transformer une perception rationnelle, même prudente, en une décision/ action audacieuse.

Analyse prescriptive : les recommandations issues du terrain

Les recommandations formulées par les dirigeants (niveau prescriptif) ne se limitent pas à des ajustements techniques. Elles visent un objectif plus fondamental : rebâtir la confiance entre les secteurs public et privé. Elles s'articulent autour de trois axes majeurs :

- i. **Amélioration des facteurs institutionnels** : les dirigeants appellent à la stabilité des lois et de la réglementation et au développement d'une vision économique claire et engageante à long terme.
- ii. **Renforcement de la bonne gouvernance** : cet axe inclut la modernisation de l'administration, notamment par la consolidation des services en ligne et l'établissement de stratégies sectorielles claires pour renforcer la compétitivité de chaque branche de l'économie.
- iii. **Consolidation des dispositifs d'appui aux entreprises** : les chefs d'entreprise expriment une forte demande pour la mise en place de facilités et incitations à l'investissement plus efficaces, ainsi que le renforcement des programmes de soutien existants.

Cette approche conclut ainsi sur la nécessité impérieuse de renforcer la confiance entre les sphères publique et privée pour libérer le potentiel économique du pays. Dans cette lignée, la question qui se pose naturellement est de savoir si une analyse macroéconomique, basée sur des données internationales objectives, serait à même de confirmer ce diagnostic et ces priorités.

2. Approche macroéconomique basée sur les données internationales

En l'absence d'indices de référence internationaux comme le rapport "Doing Business" de la Banque Mondiale ou l'Indice de Compétitivité Globale du World Economic Forum, il a été crucial pour l'ITCEQ de développer un outil de mesure robuste du positionnement de la Tunisie en matière du climat des affaires. L'élaboration du nouvel Indice Composite du Climat des Affaires (ICCA) répond à ce besoin en favorisant des comparaisons chronologiques et internationales fiables, identifiant l'évolution des trajectoires des pays surtout concurrents, aidant à la formulation d'orientations stratégiques éclairées basées sur des données objectives, tout en restant ancré dans les préoccupations locales des entreprises.

Une nouvelle mesure : construction et validation de l'Indice Composite du Climat des Affaires (ICCA)

L'élaboration de l'ICCA repose sur une méthode de triangulation des données, combinant les perceptions des chefs d'entreprise avec des indicateurs internationaux. Une analyse statistique avancée (Multi-Dimensional Scaling MDS) a permis d'identifier trois dimensions structurantes, qualifiées de véritables moteurs du climat des affaires :

- i. **La maturité et soutenabilité des affaires**
- ii. **L'attractivité des affaires**
- iii. **L'éco-efficience et durabilité des affaires**

La robustesse de l'ICCA a été rigoureusement testée moyennant deux niveaux de validation :

- **Validation se basant sur les données internationales** : L'application d'un modèle Prédictif Spatio-Temporel (STP)⁴ confirme la forte valeur prédictive de l'ICCA. Les pays obtenant un meilleur score à l'ICCA affichent systématiquement des niveaux plus élevés d'efficience économique (croissance du PIB, productivité globale des facteurs) et d'intégration internationale (flux entrant et sortant d'IDE).
- **Validation ciblée (perceptions)** : La confrontation de l'ICCA avec l'indice de perception des chefs d'entreprise (IPCA)⁵ révèle une convergence notable des trajectoires annuelles. Cette cohérence renforce la crédibilité de l'ICCA et confirme une conclusion préoccupante : la **dégradation lente mais continue du climat des affaires** en Tunisie.

⁴ Voir dans ce qui suit : Analyse prédictive : l'impact du climat des affaires sur la performance économique

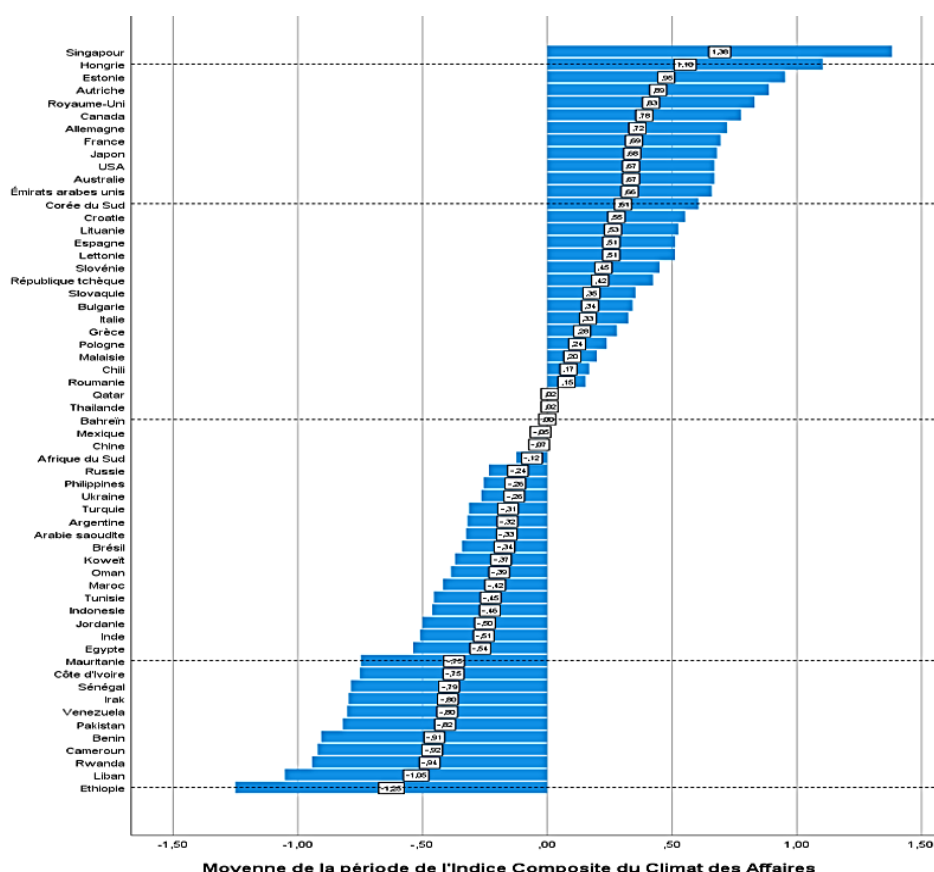
⁵ Voir « Résultats de la 22^{ème} enquête et positionnement de la Tunisie dans les rapports internationaux ». (Juin 2023). ITCEQ

Analyse descriptive : positionnement de la Tunisie et défis structurels

Le positionnement de la Tunisie sur la période 2017-2022 met en évidence une performance institutionnelle relativement faible par rapport au panel de 58 pays étudiés.

- **Score moyen de l'ICCA⁶** : -0,45
- **Rang moyen** : 44^{ème} sur 59 pays
- **Évolution** : Perte de 8 places, passant du 39^{ème} rang en 2017 (score de -0,27) au 47^{ème} rang en 2022 (score de -0,55).

Fig. 2. Positionnement de la Tunisie selon l'ICCA (2017-2022)

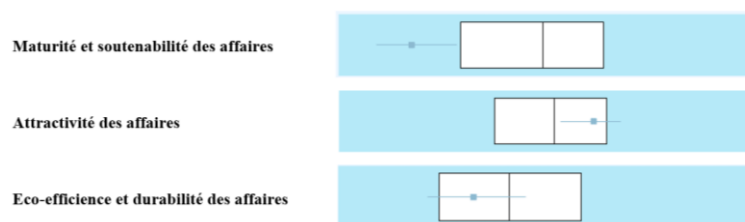


Source : Compilation ITCEQ

L'analyse typologique positionne la Tunisie dans le **Groupe 5**, le cluster le moins performant, qui rassemble des économies émergentes confrontées à des défis structurels comparables, comme le Maroc, l'Égypte, la Turquie et la Jordanie. Ce groupe se caractérise par un déficit marqué en matière de « maturité et de soutenabilité des affaires », « une attractivité » modérée et une dépendance énergétique persistante au niveau de « l'éco-efficacité et durabilité des affaires ».

⁶ L'ICCA positionne les pays, chaque année, sur un continuum allant des environnements d'affaires les plus contraignants (ICCA négatif) aux plus favorables (ICCA positif).

Diag. 1. Cluster auquel appartient la Tunisie (cluster 5)



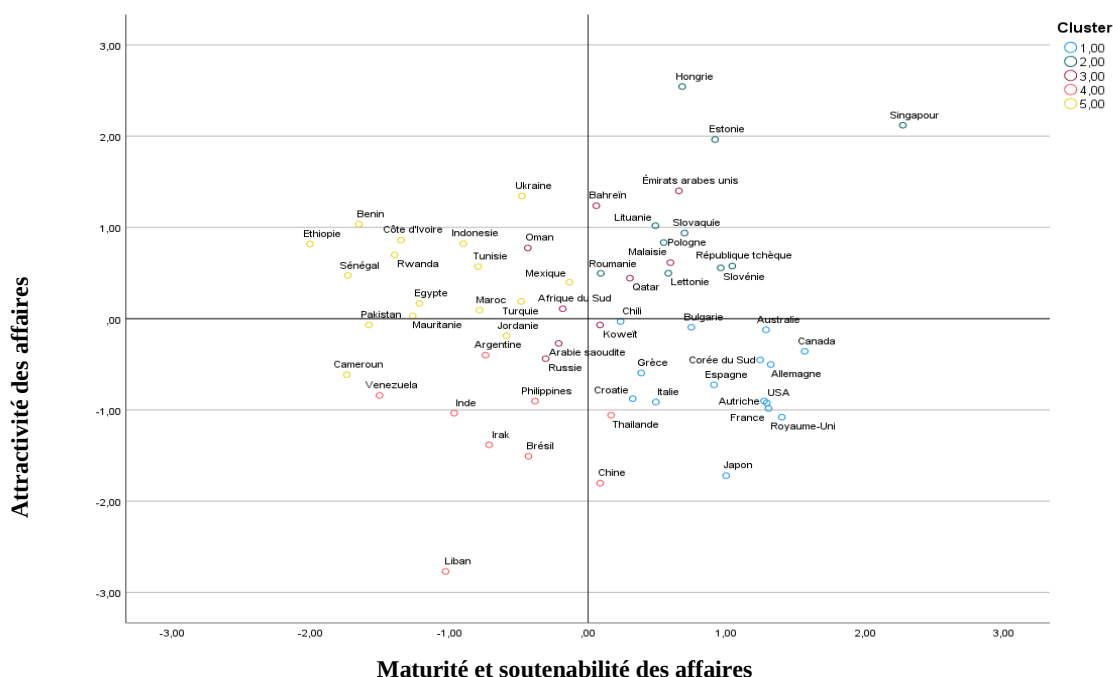
Source : compilation ITCEQ

Au niveau de la concurrence régionale, la Tunisie (rang 44) devance la Jordanie (rang 46) et l'Égypte (rang 48). Elle affiche un score moyen (-0,45) identique à celui du Maroc, qui est classé au 43^{ème} rang, soulignant la compétition serrée au sein de ce cluster. Ce regroupement confirme que ces pays partagent des **défis structurels communs**.

Pour une interprétation claire et synthétique, les résultats sont visualisés par deux cartes en nuage de points, chacune projetant les pays au sein d'un espace bidimensionnel.

La première carte met en lumière « la maturité et la soutenabilité des affaires » et « l'attractivité ». Cette projection révèle les combinaisons nuancées entre les fondamentaux économiques d'un pays et la fluidité de son cadre opérationnel, offrant une compréhension approfondie de leur interaction et l'identification des équilibres possibles entre résilience, compétitivité et ouverture.

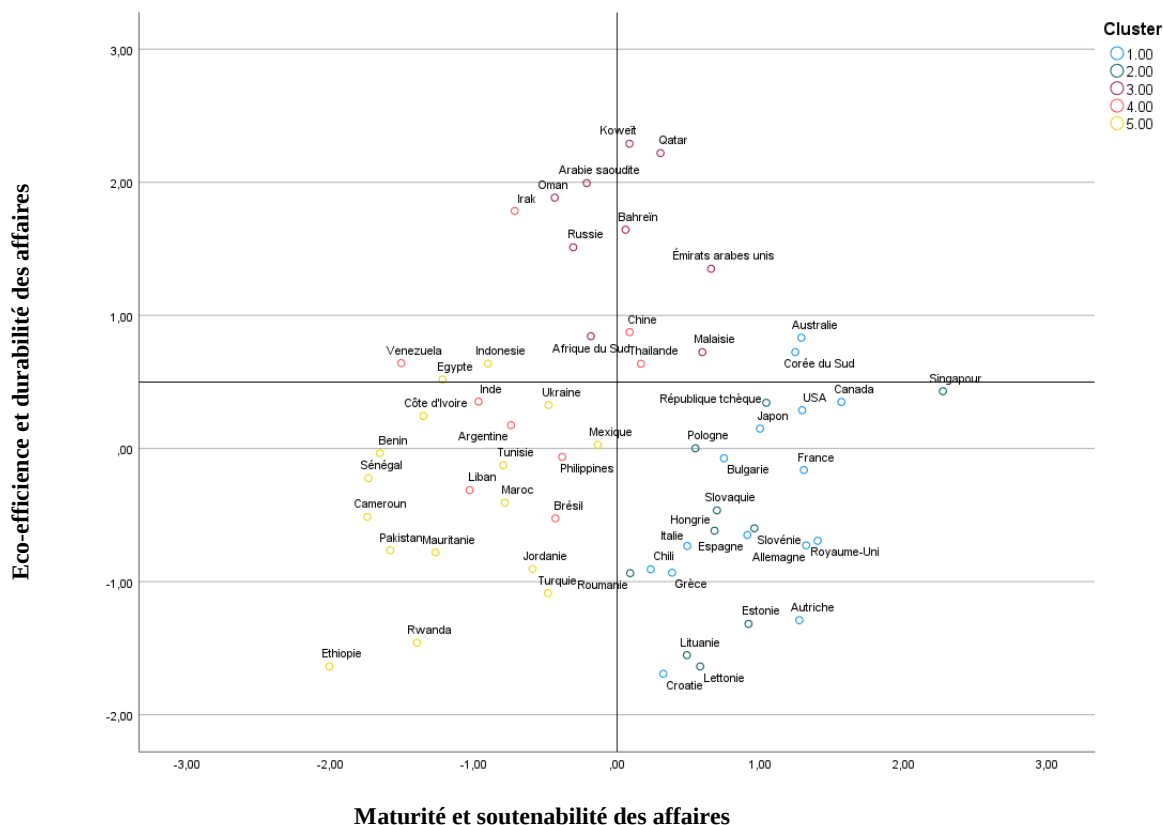
Fig. 3. Cartographie en matière du climat des affaires
Maturité et soutenabilité des affaires/ Attractivité des affaires



Source : compilation ITCEQ

La seconde carte croise « la maturité et soutenabilité des affaires » avec « l'éco-efficience », offrant un éclairage stratégique sur les équilibres à trouver entre robustesse économique et vulnérabilité énergétique. Elle met en lumière les arbitrages que les pays peuvent être amenés à opérer entre croissance, souveraineté énergétique et soutenabilité, en fonction de leur modèle de développement et de leur exposition aux aléas énergétiques.

Fig. 4. Cartographie en matière du climat des affaires
Maturité et soutenabilité des affaires/ Eco-efficience et durabilité des affaires



Source : compilation ITCEQ

La lecture des graphiques s'appuie sur une règle simple : la proximité entre deux pays reflète une certaine similitude de leur climat des affaires, tandis que leur éloignement traduit des différences structurelles notables. Sur cette base, une cartographie des climats des affaires est construite, offrant une lecture globale des positionnements relatifs, des convergences naturelles et des écarts observés entre les pays. Ce potentiel interprétatif nous a ouvert la voie à une lecture plus structurée des résultats : la construction d'une typologie structurée des climats des affaires, fondée sur les trois dimensions majeures précédemment identifiées.

Analyse prédictive : l'impact du climat des affaires sur la performance économique

Les résultats du modèle Spatio-Temporel Prédictif (STP) sont clairs⁷ : l'ICCA exerce un effet direct et robuste sur l'efficacité économique et l'intégration internationale⁸. Cette analyse livre une conclusion fondamentale : le climat des affaires n'agit pas isolément, mais au sein d'un système spatio-temporel intégré, où les interactions entre pays et la mémoire économique jouent un rôle essentiel. La performance d'un pays est donc influencée non seulement par ses propres réformes, mais aussi par la dynamique de son environnement régional⁹.

Tableau 1. Résultats des estimations du modèle Prédictif Spatio-Temporel (STP)

Dimension dépendante	Coefficient ICCA (β)	Coefficient Autocorrélation temporelle (ρ_t)	Test Interdépendance spatiale (Statistique Z)
Efficiency économique	0,276*** (6,70E-5)	0.097*** (0.001)	-19,674*** (1,12E-6)
Intégration internationale	0.381*** (9,17E-5)	0.376*** (0,001)	-4,510*** (2,49E-6)

(a) Les termes entre parenthèses représentent les erreurs standards estimées

(b)***, significativité à 1%

Source : Compilation ITCEQ

Analyse prescriptive issue des données internationales

Ce diagnostic permet d'identifier les priorités stratégiques du climat des affaires articulées autour des trois dimensions de l'ICCA. Si elles sont actionnées de manière coordonnée, elles peuvent enclencher un cercle vertueux de confiance, d'investissement et de croissance.

- **Priorité 1 : Comblent le déficit en « maturité et soutenabilité des affaires ».** Il s'agit du socle de la confiance, lequel requiert quatre actions interdépendantes :
 - **Renforcer la dynamique commerciale** par la simplification des procédures douanières et la garantie d'une concurrence loyale.
 - **Investir massivement dans l'économie de la connaissance** en stimulant la R&D privée et en assurant l'adéquation du capital humain aux besoins de l'économie.
 - **Consolider la solidité financière** en améliorant la profondeur, l'accès et l'efficacité des institutions financières, en renforçant la crédibilité de la politique économique par une trajectoire budgétaire soutenable et en garantissant la stabilité du cadre macroéconomique pour réduire l'incertitude et offrir aux investisseurs une meilleure visibilité.

⁷ Pour de plus amples précisions se référer au rapport : Hanen Trabelsi, Sonia Mahfoudh, Hajer Méhouachi et Helmi Ben Salah (2026) : « Le climat des affaires en Tunisie : approche intégrée, ancrage local et positionnement international ». ITCEQ

⁸ **L'efficacité économique** est mesurée conjointement par le taux de croissance du PIB réel et l'accroissement de la productivité globale des facteurs (PGF), qui traduit la capacité d'un système productif à générer une croissance soutenue à travers une utilisation optimale des ressources. En revanche, **l'intégration internationale** est appréhendée par les flux d'investissements directs étrangers (IDE), à la fois entrants (inflows) et sortants (outflows), en pourcentage du PIB. Ces indicateurs reflètent la capacité d'un pays à attirer et à émettre des capitaux productifs, en lien avec la crédibilité et la stabilité de son environnement d'affaires

⁹ Le coefficient d'autocorrélation temporelle (ρ_t) est positif et significatif cela veut dire que les pays qui affichent de bonnes performances à une période donnée tendent à maintenir ces performances dans le temps.

Le test d'interdépendance spatiale (Statistique Z) met en évidence un effet de diffusion régionale : les performances économiques d'un pays sont partiellement influencées par celles de ses voisins géographiques.

- **Accélérer la "Préparation aux affaires"** à travers la digitalisation des services publics, la garantie d'un climat social stable et la mise en place d'un cadre propice à l'investissement.
- **Priorité 2 : Améliorer « l'attractivité des affaires »** : Deux actions cibles sont recommandées : la réallocation du crédit bancaire vers l'investissement productif privé et le pilotage d'une politique industrielle encourageant la montée en gamme et la diversification.
- **Priorité 3 : Renforcer « l'éco-efficiency et durabilité des affaires »** : La transition énergétique doit être positionnée comme un impératif stratégique pour la compétitivité durable, appelant à la mise en place d'un cadre réglementaire stable et attractif pour les investissements privés dans les énergies renouvelables.

Les deux approches, l'une partant de la réalité du terrain issue de l'enquête de l'ITCEQ auprès des chefs d'entreprises et l'autre d'une analyse comparative internationale matérialisée par l'Indice Composite du Climat des Affaires (ICCA), bien que distinctes dans leur méthode, convergent de manière saisissante vers des constats et des recommandations similaires.

3. Des recommandations de politique publique

La véritable force de ce travail de recherche réside dans la convergence entre les deux approches qui sont, en fait, semblables à deux phares éclairant un même récif : l'un, situé loin en mer (l'analyse internationale), donne une vue d'ensemble sur les courants et la position globale, tandis que l'autre, situé sur la côte (la perception des dirigeants), éclaire les dangers immédiats et concrets. Lorsque les deux faisceaux pointent exactement le même obstacle, la nécessité de virer de bord devient une certitude absolue.

Recommandation 1 : La stabilité institutionnelle

Origine de la Recommandation	Composantes	Convergence
Analyse Internationale	L'ICCA démontre que la dégradation du climat des affaires est structurelle . L'axe « maturité et soutenabilité des affaires », qui possède 97% du pouvoir discriminant, repose principalement sur la stabilité institutionnelle et la solidité du système financier.	Données objectives et perceptions subjectives s'unissent pour affirmer que sans une base institutionnelle stable, aucune autre réforme ne pourra être pleinement efficace .
Perceptions des dirigeants	Les recommandations du modèle intégrateur (niveau prescriptif) sont dominées par les facteurs institutionnels , incluant la stabilité des textes réglementaires et la vision de long terme claire et engageante.	

Recommandation 2 : La bonne gouvernance

Origine de la Recommandation	Composantes	Convergence
Analyse Internationale	La fragilité structurelle identifiée par l'ICCA englobe la « préparation aux affaires » dans ses trois dimensions : économique, sociale et à la gouvernance. Cette dernière se base sur une solidité institutionnelle garantissant un environnement prévisible, transparent et efficace.	Ces deux perspectives pointent vers un besoin partagé de renforcer l'efficacité, la transparence et la prévisibilité des cadres administratifs et légaux , qui constituent le fondement d'une bonne gouvernance.
Perceptions des dirigeants	Le facteur « bonne gouvernance » est une priorité dans les recommandations, avec des actions concrètes comme la consolidation des services en ligne et la mise en place de pactes sectoriels de compétitivité .	

Recommandation 3 : L'amélioration du dispositif d'appui et l'économie de la connaissance

Origine de la Recommandation	Composantes	Convergence
Analyse Internationale	L'ICCA intègre explicitement l' économie de la connaissance (développement, inclusion digitale, intégration de la connaissance) comme une composante clé de la maturité d'un environnement d'affaires.	Les attentes du terrain pour un soutien concret rejoignent directement les besoins structurels de développement de l'économie de la connaissance identifiés par l'analyse macroéconomique.
Perceptions des dirigeants	Les recommandations incluent le renforcement des dispositifs d'appui aux entreprises . De plus, l'analyse du niveau <i>conatif</i> révèle que les entreprises investissent déjà de manière proactive dans la digitalisation et l'efficacité énergétique, signalant une demande claire pour un soutien de l'État afin d'accélérer ces tendances.	

Bien que les méthodologies diffèrent, elles aboutissent à l'identification de problèmes structurels similaires, renforçant, ainsi, la robustesse des leviers d'action proposés. Cette synergie est particulièrement intéressante au niveau de la stabilité institutionnelle, désignée par les deux analyses comme le pivot indispensable à toute réforme efficace. De même, un consensus émerge sur la nécessité de renforcer la bonne gouvernance par la transparence et la prévisibilité des cadres administratifs, ainsi que l'urgence de moderniser les dispositifs d'appui aux entreprises et de stimuler l'économie de la connaissance. Cette analyse croisée démontre que la restauration de la confiance entre les secteurs public et privé, soutenue par une vision de long terme et une digitalisation accrue, est la clé pour enrayer la dégradation continue du climat des affaires en Tunisie.

Principal message en conclusion : écouter, comprendre et agir

Le diagnostic est sans appel : la Tunisie fait face à une urgence d'agir pour enrayer la dégradation progressive de son climat des affaires. Cette tendance, confirmée à la fois par les données internationales que par la perception directe des entrepreneurs, est le symptôme de faiblesses structurelles profondes qui, si elles ne sont pas traitées avec rigueur, risqueraient d'éroder les fondations mêmes de sa base économique.

Les leviers d'action identifiés s'articulent autour de trois piliers interdépendants : la *stabilité institutionnelle*, le *renforcement de la bonne gouvernance* et la modernisation du *dispositif d'appui aux entreprises et son alignement sur l'économie de la connaissance*. Ces piliers sont les fondations nécessaires pour construire un environnement stable et prévisible, capable de restaurer la confiance, faire repartir l'initiative privée, libérer le potentiel sous-jacent et remettre le pays sur une trajectoire de compétitivité durable.

A cette fin, il faut écouter en poursuivant le dialogue public-privé, approfondir les analyses pour comprendre et éclairer la prise de décision pour agir vite et fort.

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

L'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ) est un établissement de recherche en économie de développement sous la tutelle du ministère de l'Économie et de la Planification. L'ITCEQ est investi des missions suivantes :

- Suivi et analyse de la compétitivité de l'économie tunisienne, et réalisation des enquêtes annuelles sur le climat des affaires et la compétitivité de l'entreprise mesurant l'Indice de Perception du Climat des Affaires (IPCA) ;
- Réalisation d'études économiques et sociales, dont les études d'impact des politiques et réformes économiques, se rapportant aux priorités et perspectives de développement ;
- Développement d'outils quantitatifs, dont les modèles macroéconomiques, Indicateurs composites (Indicateur de Développement Régional, Indicateur de l'Économie de Savoir, Indicateur de la Compétitivité Globale, Indicateur de Perception du Climat des Affaires), et banques de données nécessaires à la conduite des travaux de recherche.

PRÉSENTATION DU PROJET SAVOIRS ÉCO

Depuis le 1^{er} février 2023, Expertise France met en œuvre le projet « Savoirs Éco en Tunisie » sur un financement de l'Union européenne de 4,5 M d'euros pour une durée de 3 ans. L'objectif du projet est d'appuyer le débat public sur les enjeux économiques en Tunisie à travers un renforcement des Structures Productrices de Savoirs Économiques (SPSE) : i) les structures publiques d'analyse économique et d'aide à la décision ; ii) les laboratoires de recherche en économie ; et iii) les think-tanks issus de la société civile.

Le projet intervient sous la forme d'appuis techniques et financiers déclinés autour de trois composantes : renforcement des capacités des SPSE ; accompagnement à la production d'études/policy briefs par les SPSE ; appui à la diffusion, vulgarisation et expérimentation des recommandations d'études/policy briefs. Pour accompagner la mise en œuvre des activités, Expertise France travaille avec quatre partenaires de mise en œuvre : la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi) ; le Global Development Network (GDN) ; France Stratégie et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).